

Mai 2012

La conjoncture économique des régions françaises en 2012

Juliette Hubert
jhubert@asteres.fr
+33 1 48 85 23 60

Asterès 

Sommaire



La croissance en France et dans le monde

p.3



Régions françaises : moins de divergences cette année

p.5



Nos prévisions de croissance régionales pour 2012

p.6



Famille Nord, Est et Centre

p.7

Alsace p.8

Auvergne p.9

Basse-Normandie p.10

Bourgogne p.11

Centre p.12

Champagne-Ardenne p.13

Franche-Comté p.14

Haute-Normandie p.15

Limousin p.16

Lorraine p.17

Nord - Pas-de-Calais p.18

Picardie p.19

Rhône-Alpes p.20



Famille Sud et Ouest

p.21

Aquitaine p.22

Bretagne p.23

Corse p.24

Languedoc-Roussillon p.25

Midi-Pyrénées p.26

Pays de la Loire p.27

Poitou-Charentes p.28

Provence - Alpes - Côte d'Azur p.29



Autres

p.30

Ile-de-France p.30

DOM p.31



Sources et méthodologie

p.32

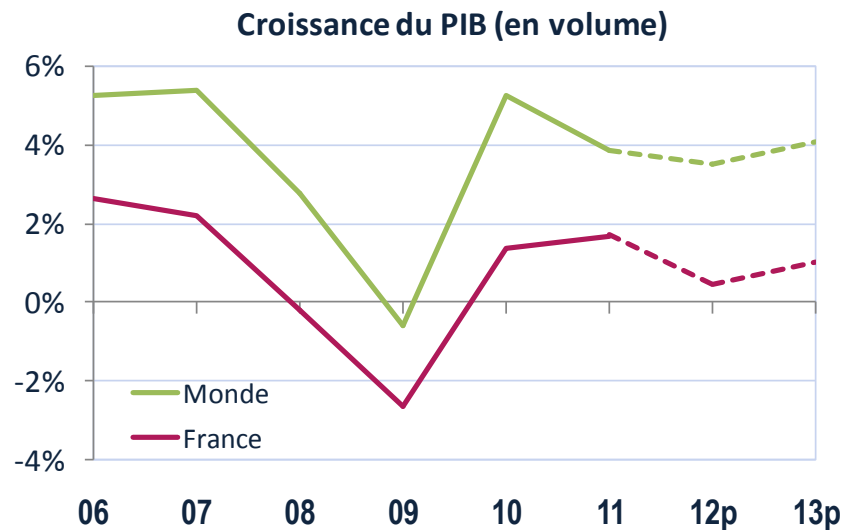
La croissance en France et dans le monde

■ Une conjoncture en W

En 2011, la croissance du PIB français a été proche de ce que nous attendions (1,7% contre une prévision de 1,6%). Le ralentissement que nous observons en septembre s'est confirmé. La dynamique de reprise s'est interrompue dès le deuxième trimestre 2011, et l'année s'est terminée à une vitesse beaucoup plus faible.

2012 sera une année de très faible croissance en France. La croissance mondiale sera en ralentissement mais restera soutenue (aux alentours de 4%). Le fléchissement sera essentiellement imputable aux difficultés de la zone euro.

La faible croissance de l'année 2012 est une conséquence directe de la récession de l'année 2009. Dans l'ensemble de l'Europe, les Etats ont épuisé les outils de relance qui avaient constitué leur première réponse à la crise. La réduction des déficits qu'ils ont engagée affecte rapidement la demande, tandis que les mesures structurelles prises pour restaurer la compétitivité du continent ne peuvent avoir d'effet qu'à moyen terme.



Source : FMI

■ Le scénario d'un nouveau décrochage s'éloigne, mais les facteurs de risque demeurent

Le scénario d'un grippage du système bancaire semble maintenant pouvoir être écarté. La « deuxième patte » du W ne sera donc pas aussi basse que la première.

Mais la crise européenne est structurelle : l'endettement a servi pendant une décennie à masquer la perte de compétitivité d'une grande partie des pays de la zone euro. Cette compétitivité ne pourra être restaurée que très progressivement. C'est pourquoi la zone euro se trouve très probablement à l'orée d'une assez longue période de croissance faible.

Toutefois, certaines incertitudes majeures demeurent et d'autres scénari plus heurtés ne peuvent pas être écartés. Un défaut total de la Grèce est possible. Par ailleurs, la hausse de taux obligataires publics espagnols révèle le scepticisme des marchés quant à la capacité de ce pays à réduire son déficit. La perspective d'une nouvelle récession (-1,8% selon le FMI en 2012) complique effectivement à l'extrême la tâche du gouvernement Rajoy. Or en cas de défaut partiel de l'Espagne, les conséquences sur le reste de l'Europe et sur le système bancaire seraient beaucoup plus importantes que lors du défaut partiel grec.

La croissance en France et dans le monde

- **En France, les élections dynamiseraient artificiellement le premier semestre 2012**

2012 sera une année de croissance faible pour la France. Nous attendons une croissance du PIB de **0,3%**.

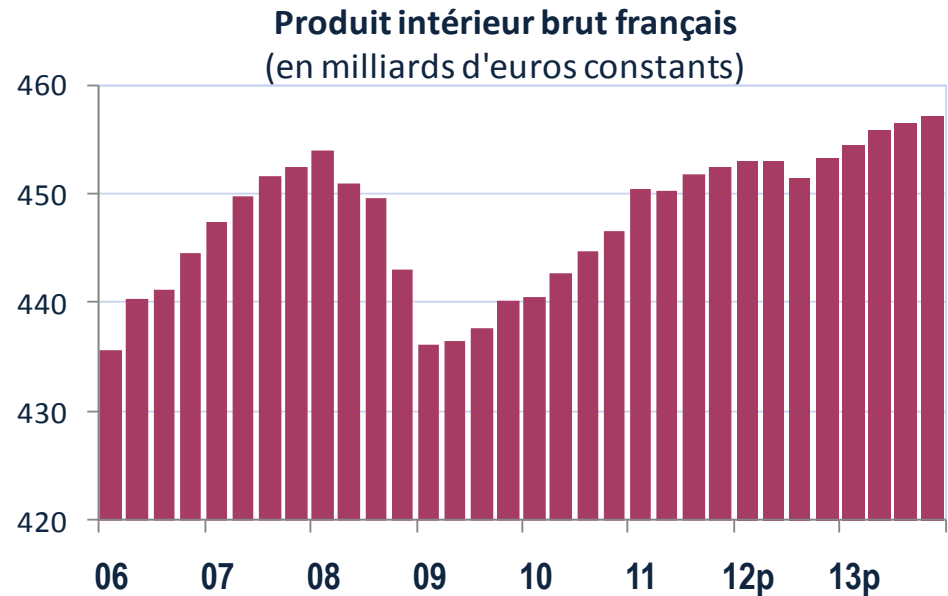
Notre scénario est celui d'une **résistance de l'activité au premier semestre**. Cette résistance sera un peu artificielle, car l'économie sera soutenue par les attentes générées par les élections.

Les **élections présidentielles** ont généralement en France un effet positif sur les anticipations des ménages et des entrepreneurs. C'est à nouveau le cas cette année : les ménages sont plus positifs depuis mars quant à l'évolution future du niveau de vie ; les industriels sont plus optimistes depuis février, sans pour autant constater de redressement de leur activité. Ces anticipations sont rationnelles dans la mesure où les élections présidentielles ont souvent été suivies par le passé d'une hausse de la dépense publique. Conformément à la théorie keynésienne, ce surcroît de dépenses publiques alimentait la consommation et soutenait l'activité dans les mois suivants l'élection.

- **La baisse de la consommation marquerait la fin d'une époque**

Il semble toutefois que ménages et entrepreneurs tardent à percevoir que le contexte est bien différent aujourd'hui. La crise des finances publiques ne laisse pas une bien grande marge de manœuvre au gouvernement qui sera élu en mai. C'est pourquoi nous attendons un **recul du PIB au troisième trimestre**. L'activité progressera ensuite à un rythme modéré (d'environ 0,2 à 0,3 point par trimestre). A ce rythme, la croissance resterait inférieure à 1% en 2013.

La **consommation** des ménages devrait reculer légèrement - cette baisse serait la première depuis 1993 - ou du moins stagner en 2012. Les transferts publics la soutiendront beaucoup moins que par le passé. L'**investissement** cesserait de progresser, le contexte européen et national n'offrant pas aux entreprises une visibilité suffisante quant à leurs débouchés (l'investissement resterait de ce fait bien inférieur à ce qu'il était en 2008). La contribution du **commerce extérieur** serait légèrement positive, car les importations baisseraient davantage que les exportations : les carnets de commandes étrangers suggèrent un certain volant d'activité à l'export dans les mois qui viennent grâce au dynamisme des pays émergents et des Etats-Unis.

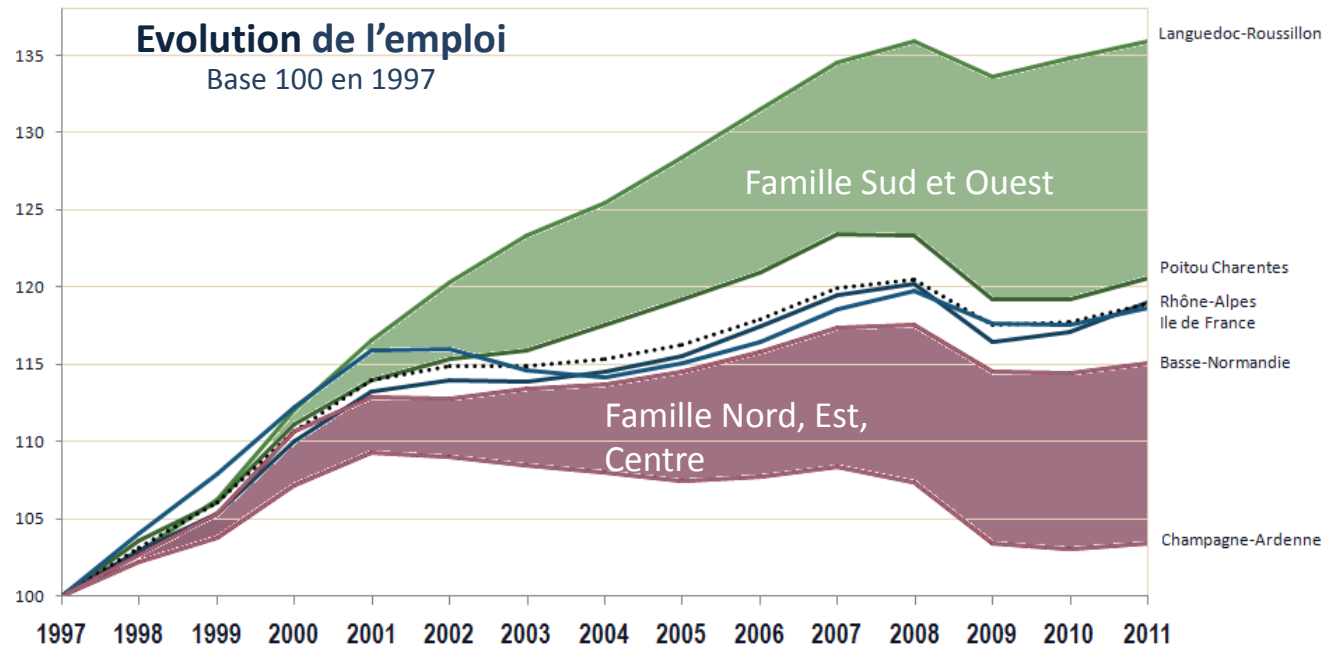


Source : INSEE, prévisions Asterès

Régions françaises : moins de divergences cette année

Nous avons lors de nos précédentes éditions identifié **deux familles de régions** :

- les **régions de l'ouest** (à partir de la Bretagne jusqu'à l'Aquitaine) et du **sud** (Midi-Pyrénées et régions méditerranéennes), à la croissance assez nettement supérieure à la moyenne nationale ;
- et les **régions d'un grand tiers nord-est** (allant de la Basse-Normandie à la Franche-Comté en passant par le Centre), plus déprimées.



Source : Asterès d'après Acoos

La première famille a été beaucoup plus touchée par la désindustrialisation dans les années 2000, tout simplement parce qu'elle était plus industrielle mais aussi parce qu'elle était positionnée sur des secteurs moins compétitifs (métallurgie, automobile, bois-papier, meuble...).

Cette fracture persiste mais elle est désormais moins nette. Le différentiel de croissance est plus faible qu'il ne l'était il y a encore cinq ou six ans (comme le montre bien l'évolution de l'emploi, ci-dessus). Ce n'est pourtant pas vraiment une bonne nouvelle, car si cet écart de croissance diminue, c'est :

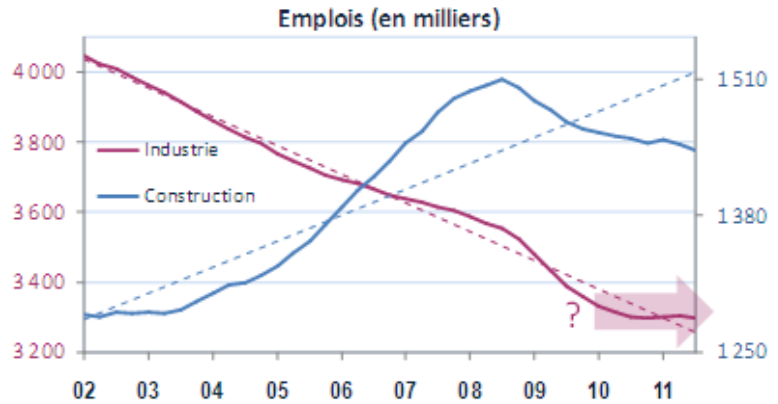
- parce que nous sommes en période de faible croissance, ce qui réduit mécaniquement les écarts ;
- et aussi parce que les régions autrefois dynamiques le sont moins aujourd'hui : dans les régions de l'ouest et du sud, le développement de **l'économie résidentielle** reposait en partie sur l'endettement public (et privé). L'endettement finançait les infrastructures et alimentait le BTP et l'immobilier. C'est ce « moteur » qui est aujourd'hui affaibli. De leur côté, les régions plus industrielles restent en difficulté (même si la désindustrialisation semble avoir atteint un seuil), en raison d'un positionnement qualité / prix globalement défavorable.

Nos prévisions de croissance régionales pour 2012

Selon nos estimations, le taux de croissance du PIB s'est échelonné entre 1% (Limousin, Lorraine) et 2,2% (Corse) en 2011. En 2012, les taux de croissance iraient de **-0,4% (Lorraine)** à **1% (Corse)**.

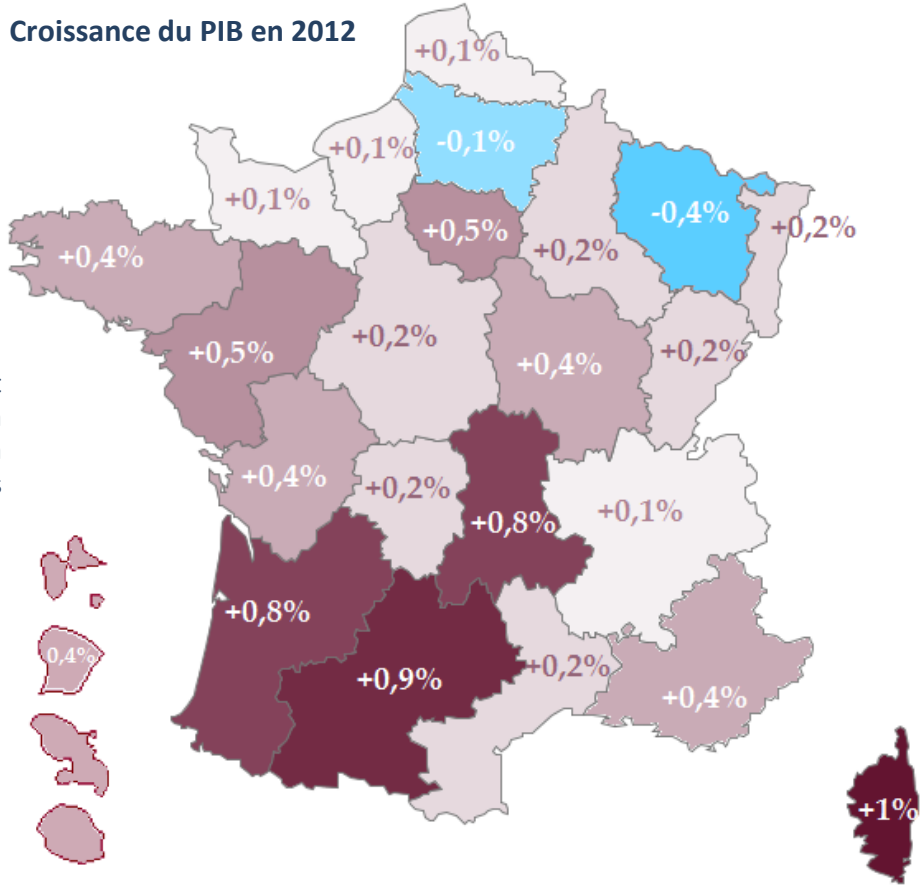
Les écarts de taux de croissance se resserrent, comme toujours en période de faible croissance.

En outre, les **régions auparavant les plus dynamiques** (celles de l'ouest et du sud) connaissent un **certain affaiblissement** qui devrait perdurer au-delà de l'année 2012. Les transferts publics et le BTP n'alimentent plus la croissance de ces régions de la même façon que par le passé. Par ailleurs, les secteurs phares (industries agroalimentaires, pharmacie, aéronautique, tourisme) de l'économie française, secteurs dont bénéficient ces régions, restent fort mais sont plus concurrencés.



Source : Asterès d'après INSEE (estimations d'emploi)

Croissance du PIB en 2012



Dans les régions du tiers nord – est et du centre, **le rythme de la désindustrialisation serait en train de ralentir** : les industries qui demeurent sont souvent très spécialisées et plutôt compétitives. Cette hypothèse demande néanmoins à être confirmée. Cette pause peut aussi être interprétée comme le contrecoup de la récession : beaucoup de sites ont fermé en 2009, les réductions d'effectifs qui auraient eu lieu de façon plus étale sans récession se sont concentrées sur l'année 2009.